

**DELIBERATION N° 25-061**

**VALIDATION DES CARACTERISTIQUES DU PRET A  
CONTRACTER AUPRES DE LA L'AGENCE FRANCAISE DE  
DEVELOPPEMENT POUR LA REALISATION DU  
PROGRAMME D'ACQUISITION FONCIERE A SAINT-MARTIN**

Le Conseil d'Administration de TERRES CARAIBES - Etablissement Public Foncier Guadeloupe – Saint-Martin, régulièrement convoqué par le Président, s'est réuni le **mercredi 08 Octobre** à TERRES CARAIBES -, Route de la Rocade 97139 Grand-Camp LES ABYMES, sous la présidence de monsieur Patrick SELLIN, en présence de madame Josiane GATIBELZA membre d'honneur, de l'établissement.

**Etaient Présents**

NOM/PRENOM	COLLEGE	STATUT
ALIX NABAJOH	CAP EXCELLENCE	TITULAIRE
JOSEPH LEE	CAP EXCELLENCE	SUPPLEANT
LOULY BONBON	CAGSC	TITULAIRE
HERIC ANDRE	CAGSC	TITULAIRE
YVES QUIQUEREZ	CARL	TITULAIRE
PATRICK SELLIN	REGION	TITULAIRE
JEAN-MARIE HUBERT	REGION	TITULAIRE
VALERIE FONROSE	COM SAINT-MARTIN	SUPPLEANTE

**Etaient Représentés**

NOM PRENOM	COLLEGE	STATUT	REPRESENTE PAR	COLLEGE	STATUT
ERIC JALTON	CAP EXCELLENCE	TITULAIRE	JOSEPH LEE	CAP EXCELLENCE	SUPPLEANT
LOUIS MUSSINGTON	COM SAINT- MARTIN	TITULAIRE	VALERIE FONROSE	COM SAINT- MARTIN	SUPPLEANTE
LILIANE MONTOUT	CARL	TITULAIRE	YVES QUIQUEREZ	CARL	TITULAIRE
BETTY ARMOUGON	CANGT	TITULAIRE	LOULY BONBON	CAGSC	TITULAIRE

**Etaient Absents/Excusés**

NOM/PRENOM	COLLEGE	STATUT	OBSERVATIONS
PIERRE THICOT	CAP EXCELLENCE	TITULAIRE	
JEAN-CLAUDE MAES	CCMG	TITULAIRE	
EDMEE MAURIELLO	CANBT	TITULAIRE	
PHILIPPE DEZAC	CANBT	TITULAIRE	
BLAISE MORNAL	CANGT	TITULAIRE	
JEAN BARDAIL	REGION	TITULAIRE	
DAVID MONTOUT	REGION	TITULAIRE	

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5215-20 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L300-1 et L. 324-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-030/SG/DiCTAJ/BRA du 10 mai 2013, modifié, portant création de l'établissement public foncier Guadeloupe, devenu « *TERRES CARAIBES - EPF Guadeloupe Saint-Martin* » et les arrêtés modificatifs ainsi que les statuts ;

**Vu** l'arrêté préfectoral (DEAL) n°971-2024-06-13-00001 du 13 juin 2024, portant modification des statuts et extensions du périmètre de l'EPF de Guadeloupe, devenu « *TERRES CARAIBES - EPF Guadeloupe Saint-Martin* », suite à la demande d'adhésion de la collectivité de Saint-Martin ;

**Vu** la délibération de l'EPF de Guadeloupe n° 23-032 du 20 septembre 2023 approuvant la demande d'adhésion de la collectivité de Saint-Martin à TERRES CARAIBES ;

**Vu** le courrier de la COM de Saint-Martin en date du 24 juin 2024 sollicitant l'acquisition des parcelles BEAUPERTHUY ;

**Considérant** la nécessité de contracter un prêt d'un montant de 20 000 000 pour le financement du programme d'acquisition foncière sur le territoire de Saint-Martin ;

**Considérant** que cet emprunt sera porté sur notre Budget Primitif 2026 ;

**Considérant** la proposition faite par l'Agence Française de Développement ;

**Considérant** la nécessité de délibérer, en vue de fixer les caractéristiques financières du prêt et les modalités de signature du contrat.

**Après avoir entendu** le rapport du Président :

**Après en avoir délibéré,**

### Le conseil d'administration décide :

**ARTICLE 1 :** De valider les caractéristiques financières du prêt à contracter auprès de l'Agence Française de Développement selon les modalités suivantes :

<b>Ligne de Prêt :</b>	<i>Prêt Secteur Public – Transition (PSP-T)</i>
<b>Montant :</b>	<i>20 000 000.00 euros</i>
<b>Durée maximum de la Ligne du Prêt :</b>	<i>15 ans</i>
<i>Dont durée de la phase du différé d'amortissement :</i>	<i>3 ans</i>
<b>Périodicité des échéances :</b>	<i>Semestrielle</i>
<b>Taux d'intérêt envisagé :</b>	<i>Euribor 6 mois + 147 de points de base</i>
<b>Equivalent taux fixe indicatif :</b>	<i>3.80 %</i>
<b>Commission d'instruction :</b>	<i>0.50 %</i>
<b>Commission d'engagement :</b>	<i>0.50 % par an</i>

**ARTICLE 2 :**

- D'autoriser la Directrice Générale à signer le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la ou les demande(s) de réalisation de fonds ;
- De réaliser tous les actes de gestion utiles y afférent.

**ARTICLE 3 :** la Directrice Générale et le payeur régional sont chargés, pour chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au tribunal administratif de Basse Terre dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.

Les ABYMES, le **8 OCT. 2025**

Le Président de l'Etablissement  
Public Foncier de Guadeloupe



**Patrick SELLIN**

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de  
de l'Etablissement Public Foncier  
de Guadeloupe



**Alix NABAJOTH**

Les actes pris par l'EPF de Guadeloupe sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.